



Mobil Word Congress : industriels et pouvoirs publics sommés de prendre en compte les effets sanitaires des technologies mobiles

La ville de Barcelone s'est mise toute entière aux couleurs du Mobile World Congress pendant les 4 jours du plus grand salon international de la téléphonie mobile. Du 25 au 28 février 2019, sous l'impulsion de l'organisation GSMA, réunissant les industriels du monde entier il n'est question que de nouveautés, de gadgets et de la vedette...la technologie 5G.

Pas tout à fait puisque, face à ce congrès, grande première, étaient présentes dans la ville du célèbre architecte Gaudi, les associations Alerte Phonegate, Robin des Toits et Electro y Quimico sensible, pour une conférence de presse le lundi 25 février dans les locaux du prestigieux [cabinet d'avocats Col-Lectiu Ronda](#) afin d'évoquer les graves enjeux de santé publique de ces technologies.

L'association espagnole, par l'intermédiaire de son porte parole régional Juan Antonio Rivera Villa, annonce [le](#)



[texte présenté à la Chambre des Députés par quatre députés appartenant au parti Podemos](#) demandant comment le scandale du Phonegate est abordé en Espagne, et qui pose la question de savoir :

« Que fait le gouvernement pour s'assurer que tous les utilisateurs de téléphones mobiles, principalement les jeunes, ne soient pas exposés à des niveaux plus élevés que ce qui est exigé par la réglementation, comme cela a été démontré en France jusqu'à l'intervention des autorités ? »

L'association française Robin des Toits, représentée par son président Pierre-Marie Théveniaud, pour son compte, demande tant aux industriels qu'aux pouvoirs publics :

- Un moratoire quant au développement de la 5G et des études d'impact sanitaire préalables ;
- une révision des normes sur des bases scientifiques réelles en dehors de tout conflit d'intérêt avec les opérateurs ;

- le développement de recherches indépendantes ;
- une vraie information dans les notices d'utilisation avec les vraies données techniques , les effets biologiques et sanitaires et les vraies recommandations d'utilisation.
- des campagnes d'information au niveau national dans les différents pays, notamment en direction des jeunes.

De son côté, le Dr Marc Arazi, Président d'Alerte Phonegate s'est félicité de la tenue de ce premier contre-événement et espère qu'il sera continué dans les années à venir :

» Il y a des centaines de milliers de personnes dans le monde qui se soucient des enjeux de santé publique liés à la téléphonie mobile. Elles doivent se regrouper à l'avenir pour se faire entendre. Nous avons fait un pas dans la bonne direction avec ce premier événement »

Il a lancé un appel :

Face à la puissance de l'industrie de la téléphonie mobile et aux défis technologiques, le pouvoir politique tant au niveau national qu'eupéen doit rapidement relever ce défi de santé publique;

- Les fabricants, au-delà des conséquences juridiques, doivent s'inscrire dans ces évolutions en s'appuyant sur l'innovation technologique. L'image de cette industrie est susceptible de sortir affaiblie d'un tel scandale visant les questions d'éthique et de loyauté vis-à-vis des consommateurs ;
- Ce scandale crée évidemment de sérieux doutes sur les conséquences sanitaires des antennes relais, du wifi, des compteurs intelligents, et surtout, de la 5G ;
- Comme dans le scandale de Dieseltgate, les conséquences économiques pour les constructeurs risquent de se chiffrer en milliards d'euros

Appel appuyé et relayé depuis les États-Unis par le Dr Devra Davis, Présidente de l'ONG Environmental Health Trust et membre du comité scientifique d'Alerte Phonegate :

« Grâce aux efforts de d'Alerte Phonegate, la Communauté européenne est maintenant consciente que les tests officiels du gouvernement français confirment ce que beaucoup d'entre nous ont longtemps conseillé. Le système d'essai actuel est trompeur parce que les téléphones ne sont pas testés directement sur le corps au fur et à mesure qu'ils sont utilisés. La majorité des téléphones mobiles en circulation dépassent les normes de sécurité actuelles d'un facteur pouvant aller jusqu'à quatre. Les fabricants doivent rappeler et réétiqueter les appareils mobiles et autres appareils sans fil afin que les systèmes d'exploitation, les logiciels et le matériel soient modifiés pour protéger la santé publique et l'environnement.

Maître Stefano Bertone, un des avocats italiens qui vient d'obtenir la condamnation de l'État italien à lancer une campagne nationale d'informations sur les risques sanitaires liés aux usages des téléphones portables a tenu à soutenir les propos tenus lors de cette conférence. [Voir son message vidéo.](#)



(https://www.youtube.com/watch?v=ITbYiCFzFkY&feature=youtu.be&ct=t%28EMAIL_CAMPAIGN_7_9_2018_7_5_7_COPY_01%29)